



COMMISSION TERRITORIALE 14

SAINT-GAUDINOIS

Compte rendu de la réunion du 15 mars 2017 à Saint-Gaudens (centre d'exploitation)

Collectivité	Nom	Présent	Procuration	Nom mandataire
ARBAS	ESTRADE Jean-Paul	X		
ARBAS	RIET Eric	X		
ARDIEGE	BERRE Dominique	X		
ARDIEGE	POUYFOURCAT Patrick	X		
ASPET	BARES Louis		X	SARRADET Josette
ASPET	DARAUX Fernand			
ASPET	SARRADET Josette	X		
AUSSEING	GASPART Catherine			
AUSSEING	SERRANO Sophie			
CC Pyrénées Haut-Garonnaises	CASTEL Alain			
CC Pyrénées Haut-Garonnaises	FRATUS Christian			
CC Pyrénées Haut-Garonnaises	SALVATICO Jean-Paul		X	SARRAUTE Daniel
CHEIN-DESSUS	RIBET Robert			
CHEIN-DESSUS	ROUCH Alexandre			
CIER-DE-RIVIERE	ADOUE Michel			
CIER-DE-RIVIERE	THOUVENOT Stéphane			
ENCAUSSE-LES-THERMES	AVIRAGNET Joël			
ENCAUSSE-LES-THERMES	DESCOUBES Jean-Serge			
ENCAUSSE-LES-THERMES	PRADERE Jean-Louis			
ESTADENS	BORDES Simone		X	MARTIN Robert
ESTADENS	MARTIN Robert	X		
ESTADENS	SAINT-MARTIN Christian		X	MARTIN Robert
FRANCAZAL	GILBERT Patrick			
FRANCAZAL	MARE Jean-Pierre			
FRONTIGNAN-DE-COMMINGES	FACHIN Grazziano			
FRONTIGNAN-DE-COMMINGES	PLANAS Yves			
GENOS	CHAPOT Denis			
GENOS	MORLIERE Maurice			
JUZET-D'IZAUT	BASSO Fernand			
JUZET-D'IZAUT	TOMPS Mary-Pier			
LABARTHE-RIVIERE	BRINGUIER Francisca		X	VOUGNY Claire
LABARTHE-RIVIERE	CASSE Claude		X	VOUGNY Claire
LABARTHE-RIVIERE	VOUGNY Claire	X		

Collectivité	Nom	Présent	Procuration	Nom mandataire
LANDORTHE	BRUNET Jeanine			
LANDORTHE	CORTINAS Lucienne			
LANDORTHE	NAUCHE Michel			
LESTELLE-DE-SAINT-MARTORY	BONZOM Didier			
LESTELLE-DE-SAINT-MARTORY	GHENASSIA Patrick	X		
MALVEZIE	RENALIER Jean		X	SARRAUTE Daniel
MALVEZIE	SARRAUTE Daniel	X		
MANCIOUX	GOIZET Henri			
MANCIOUX	GROS Corine			
MARTRES-DE-RIVIERE	CANCEL Philippe			
MARTRES-DE-RIVIERE	MILAN Jean-Pierre			
MAZERES-SUR-SALAT	CAZENEUVE Pierre		X	DOUGNAC Jean-Claude
MAZERES-SUR-SALAT	CIGAGNA Albert		X	DOUGNAC Jean-Claude
MAZERES-SUR-SALAT	DOUGNAC Jean-Claude	X		
MILHAS	CAPELLI Patrick	X		
MILHAS	TECHENE Jean-Claude		X	CAPELLI Patrick
MIRAMONT-DE-COMMINGES	AVEZAC Louis			
MIRAMONT-DE-COMMINGES	DANFLOUS Jacques			
MIRAMONT-DE-COMMINGES	LACOMME Camille			
POINTIS-INARD	BOSELLI Nicolas			
POINTIS-INARD	GOUAZE Christian			
POINTIS-INARD	MOURA Francis			
PORTET-D'ASPET	COURET Edmonde	X		
PORTET-D'ASPET	OUSSET Roland		X	COURET Edmonde
RAZECUEILLE	CROS Jean-Claude			
RAZECUEILLE	SEIGNEURY Gérard			
SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES	BASTARD Michel			
SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES	GHIONE Patrice			
SAINT-GAUDENS	GUILLERMIN Joël			
SAINT-GAUDENS	LACROIX Robert			
SAINT-GAUDENS	MOUNIELOU-AUBAN Catherine			
SAINT-GAUDENS	PITOT Jean-Luc			
SAINT-GAUDENS	RIERA Evelyne			
SAINT-PE-D'ARDET	RIVAL Patrice			
SAINT-PE-D'ARDET	ROCHE Yan			
SALEICH	BLANC William		X	MARTRES Laurent
SALEICH	MARTRES Laurent	X		
SALIES-DU-SALAT	BARBARESCO Rémy			
SALIES-DU-SALAT	DUPRAT Jean-Pierre		X	MILLET Alain
SALIES-DU-SALAT	MILLET Alain	X		
SAUVETERRE-DE-COMMINGES	FILLASTRE André	X		
SAUVETERRE-DE-COMMINGES	GARCIA Claude	X		
SAUVETERRE-DE-COMMINGES	PRAT Philippe		X	FILLASTRE André
SOUEICH	DAUPHIN Claude			
SOUEICH	HAOND David			
SOUEICH	VICTORRI Claude			
VALCABRERE	MORERE Jean			
VALCABRERE	VERDIER Jean			
VALENTINE	CAUBET Martine	X		
VALENTINE	DUCASSE Bernard			
VALENTINE	ZAINA Francis	X		

Mme SARRADET accueille les délégués et leur souhaite la bienvenue au centre d'exploitation de Saint-Gaudens qui offre de bonnes conditions de réunion.

Elle rappelle que les points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion sont les suivants :

- Élection de 3 représentants de la commission territoriale au Conseil syndical
- Budget 2017 - Présentation générale
- Budget 2017 - Présentation du budget par commission territoriales
- Budget 2017 - État des opérations inscrites au BP
- Questions diverses

I - Élection de 3 représentants de la commission territoriale au Conseil syndical

Un dossier a été adressé à ce sujet aux délégués. Constatant que le quorum n'est pas atteint, Mme SARRADET reporte cette question à une prochaine réunion.

II - Budget 2017 – Présentation générale

Les services de RESEAU₃₁ présentent à la commission le Budget Primitif 2017 du Syndicat qui sera soumis à l'approbation du Conseil Syndical du 20 mars 2017. (*Présentation jointe en annexe*)

Les services de RESEAU₃₁ font le constat à la commission que ces budgets globaux à l'échelle de RESEAU₃₁ sont équilibrés tout en permettant de générer suffisamment d'autofinancement pour inscrire au BP₂₀₁₇ avec un recours à l'emprunt plus de 20 millions d'euros d'investissement. (5M€ AEP + 15,6M€ ASS)

Ils précisent que ces crédits pourront, en fonction des résultats constatés pour l'exercice 2016 lors de l'établissement du compte administratif, être abondés par la reprise des excédents.

Ce constat met en lumière l'intérêt de la mutualisation financière et de la solidarité des territoires à l'échelle de RESEAU₃₁.

III - Budget 2017 – Présentation du budget par commission territoriale

La réunion se poursuit par la présentation du résultat du travail d'élaboration du budget par commission territoriale (*Présentation jointe en annexe*)

Malgré une capacité globale d'autofinancement permettant un niveau d'investissement à hauteur de 20 M€ (voir ci-dessus), les services ont abouti, sur la base d'une répartition égale sur les commissions territoriales des frais communs, à des budgets par commission territoriale en excédent et d'autres en déficit.

Face à cette situation reproduisant celle découlant des simulations budgétaires par adhérent, une discussion en bureau syndical a été initiée par S. VINCINI lors de la réunion du 27 février 2017 qui a exploré les pistes d'actions possibles et a décidé de poursuivre la discussion au sein des commissions territoriales.

Les pistes d'actions retenues par le bureau syndical porte en premier lieu sur la maîtrise budgétaires :

- Au niveau des dépenses par la mise en œuvre d'une politique d'achat optimisée, une maîtrise de la masse salariale avec la mise en œuvre de réorganisation au sein des services
- Maîtrise des recettes par une politique plus efficace de facturation et la recherche, commune par commune, des usagers non inscrits dans les fichiers de facturation.

Les autres pistes évoquées ont été les suivantes :

- Pondérer les pourcentages de répartition des frais communs (personnel et généraux) en essayant de gommer les disparités géographiques des commissions territoriales. Cette action, simulée par les services ne permettent pas d'équilibrer toutes les budgets par commission territoriale ;
- Pour le budget de l'eau, utiliser l'excédent de fonctionnement (environ 1M€) de l'usine PSE comme outil de la solidarité départementale. Cette option doit recevoir une avis formel des deux commissions territoriales directement concernées ;
- Mutualiser seulement le budget de fonctionnement et répartir par commission territoriale l'autofinancement pour leur permettre de définir leur programme d'investissement et assurer le paiement de la dette ;
- Cette dernière action peut conduite à plus ou moins long terme à l'instauration d'un tarif unique sur le SMEA 31.

À la suite de cette présentation, une discussion s'engage au sein de la commission territoriale sur ces thèmes.

Mme SARRADET précise qu'il y a quelques années les communes ont été poussées à réaliser des systèmes d'assainissement collectif avec des investissements importants et des coûts d'exploitation mal maîtrisés et que l'on en paye le coût aujourd'hui.

M. DOUGNAC que tous les adhérents ont des dépenses et souhaitent obtenir la réalisation de travaux. Le problème réside, par conséquent, sur le montant des recettes qu'il convient d'adapter.

Pour lui, il faut déterminer, dans l'hypothèse d'une mutualisation complète, le tarif d'équilibre au niveau du SMEA 31 et les moyens d'y parvenir avec un lissage sur plusieurs années.

M. FILLASTRE intervient sur la nécessité d'engager des travaux sur la station de traitement de Boucou pour faire face à la dégradation de la qualité de l'eau du captage suite à une opération forestière et que la commune a choisi de différer des travaux sur des réseaux et de privilégier ces travaux.

Les services expliquent que la problématique du traitement à Sauveterre est identique à celles auxquelles Réseau31 est confrontées dans l'ensemble du territoire avec des matières en suspension difficilement décantables entraînant des phénomènes de turbidité favorisant des développements bactériens et une agressivité de l'eau nécessitant des traitements adaptés. Une solution technique est en cours de déploiement sur Estadens (investissement hors main d'œuvre en régie : 180 000 € dont 120 000 € inscrit au projet de BP 2017) et pourra, en cas de résultats probants être déployée sur des cas similaires.

M. MARTIN estime qu'il convient de viser un tarif global avec une répartition de l'autofinancement sur les commissions territoriales.

M. DOUGNAC estime, lui aussi qu'il faut accélérer la mise en place d'un tarif unique sur Réseau31 et travailler sur ce tarif départemental.

M. FILLASTRE estime qu'il faut que Réseau31 se donne les moyens d'investir pour faire face aux défis de la qualité de l'eau.

IV - Budget 2017 – État des opérations inscrites au BP

Les services présentent les opérations inscrites au projet de BP 2017 pour la commission territoriale (voir document joint)

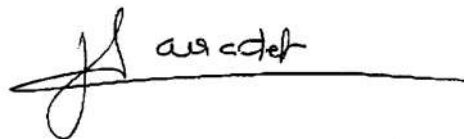
Le document n'appelle aucune observation.

V - Questions diverses

Les services évoquent le courrier reçu de la part de M. le Maire de VALENTINE nous informant du refus du conseil municipal d'approuver la convention relative au financement de la mise à jour du schéma communal d'assainissement. M. ZAINA explique que les élus ne comprennent pas que des études datant de moins de 7 ans doivent être refaites entraînant, pour la commune, des dépenses qu'elle peut prendre en compte.

Les services rappellent qu'à la demande de M. le Maire, une réunion du conseil municipal sera organisée en présence des services de Réseau31 qui viendront expliciter ce dossier.

L'ordre du jour étant épuisé et en l'absence d'autres questions diverses, Mme SARRADET remercie tous les participants et lève la séance.



Mme SARRADET Josette
Présidente de la Commission Territoriale
Saint Gaudinois

PJ : 2